

Contributeurs

Mitch Villeneuve

Premier directeur, Politique économique
Études économiques de la Banque Scotia
416.350.1175
mitch.villeneuve@scotiabank.com

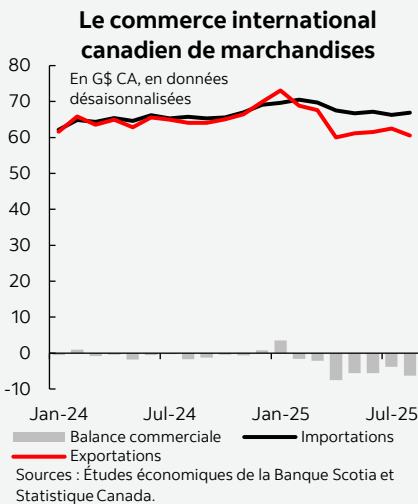
John Fanjoy

Économiste
Études économiques de la Banque Scotia
416.866.4735
john.fanjoy@scotiabank.com

Avec la collaboration à la recherche de : Neha Sarraf

Analyste économique
Études économiques de la Banque Scotia
416.869.2695
neha.sarraf@scotiabank.com

Graphique 1

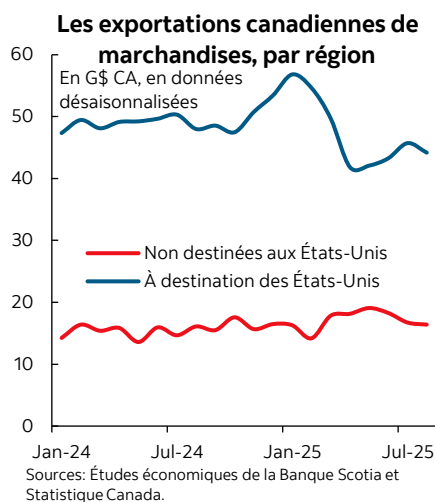


Les Échos douaniers : Publication mensuelle sur les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis – Août 2025

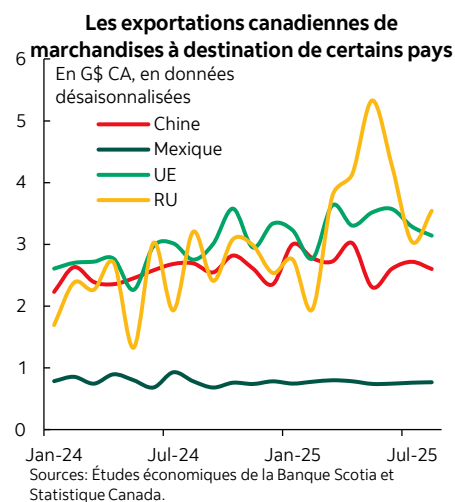
Ce compte rendu mensuel fait état des mutations du commerce en Amérique du Nord, en mettant en lumière ce que nous constatons dans l'environnement commercial dynamique d'aujourd'hui, en plus de faire état des conséquences de cette mutation pour la croissance à terme.

- En août, les exportations de biens du Canada se sont à nouveau repliées, après s'être légèrement améliorées dans les trois mois précédents, dans la foulée de leur brusque plongeon en avril. Les exportations ont perdu 3,0 % et les importations ont gagné 0,9 %, ce qui porte à 6,3 G\$ le déficit du commerce des biens. Les métaux (menés par l'or non ouvré), la machinerie industrielle et les pièces détachées, les produits forestiers, ainsi que les véhicules automobiles et les pièces détachées ont été les catégories exportatrices qui ont subi les plus fortes baisses en août.
- Sur un an, les exportations de biens canadiens ont flanché de 5,5 % en août et de 5,2 % en moyenne sur les trois derniers mois (de juin à août) : les plus fortes baisses en pourcentage ont été comptabilisées dans les produits chimiques industriels, les métaux, les produits de l'énergie et les produits forestiers. Les importations ont crû de 1,7 % en août et de 1,5 % en moyenne depuis juin.
- La part des exportations canadiennes destinées aux États-Unis a fléchi pour passer de 76 % en 2024 à 72 % en août, en raison de la baisse marquée des exportations destinées aux États-Unis en 2025 et de la croissance plutôt modeste des exportations à destination des autres pays. Les exportations destinées aux États-Unis ont décroché de 3,4 % sur un mois et de 8,0 % sur un an. Les exportations destinées aux autres pays ont flanché de 2,0 % sur un mois, mais ont gagné 1,8 % sur un an.
- Les échanges commerciaux de services du Canada avec les États-Unis sont beaucoup moins importants que les échanges commerciaux de biens; ils sont toutefois beaucoup plus stables. Ils se sont même améliorés après avoir inscrit un léger déficit à la fin de 2024 pour enregistrer un excédent de 0,3 G\$ en date d'août, grâce au surcroît des exportations de services commerciaux et en raison d'une baisse de 10 % des importations de services touristiques (soit les vacances à l'étranger).
- Après s'être creusé considérablement au début de l'année en raison des importations portées par l'anticipation tarifaire, le déficit commercial des États-Unis est redevenu essentiellement ce qu'il était en 2024. Toutefois, des changements sont intervenus dans la composition des courants commerciaux avec les États-Unis. En date de juillet, les importations aux États-Unis ont beaucoup baissé sur un an au départ du Canada (-10 %), de l'Union européenne (-11 %) et de la Chine (-35 %) et ont augmenté au départ du Mexique (+11 %) et du reste du monde (+21 %).
- Les statistiques douanières américaines nous apprennent que la proportion des biens canadiens importés aux États-Unis et soumis à des droits de douane s'est stabilisée aux alentours de 10 %, en baisse par rapport à 20 % (parce qu'on a davantage encouragé les entreprises à soumettre le document confirmant qu'elles respectent l'ACEUM).
- S'ils ont décroché des pics du printemps, l'incertitude et les tarifs douaniers effectifs restent élevés et continuent de peser sur la croissance partout dans le monde. En outre, les nouveaux droits de douane américains annoncés sur les produits pharmaceutiques, les meubles et les camions poids lourds démontrent la fluidité soutenue du paysage commercial mondial.
- Le Canada continue de profiter du tarif douanier effectif moins élevé sur les exportations (4,6 % selon notre estimation) puisque la plupart de nos opérations commerciales continuent de se dérouler en libre-échange dans le cadre de l'ACEUM. Or, la plupart des industries canadiennes pénalisées par les droits de douane sectoriels ont nettement constaté des baisses de leurs exportations — surtout l'acier, l'aluminium et les produits forestiers.
- L'allègement de certains droits de douane sectoriels pour le Canada — dont il semble être question dans les discussions — serait une bonne nouvelle pour ces industries. Il est toutefois difficile d'avoir l'assurance que cet allègement serait permanent ou ne serait pas effacé par de nouveaux droits de douane. C'est pourquoi nous nous attendons à ce que les droits de douane américains continuent de peser sur la croissance dans l'avenir prévisible.

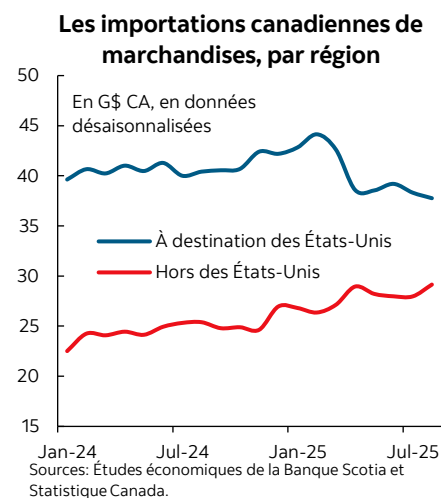
Graphique 2



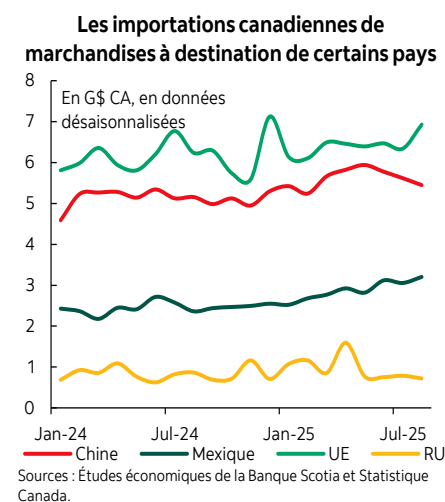
Graphique 3



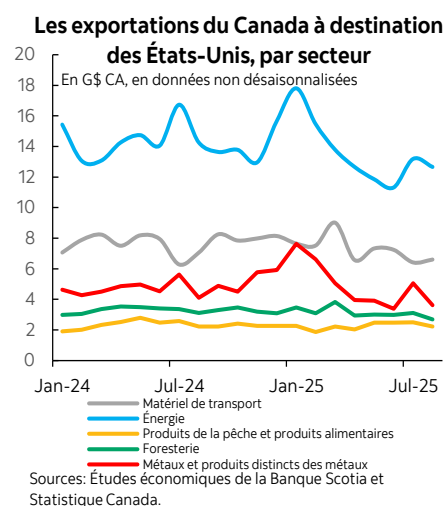
Graphique 4



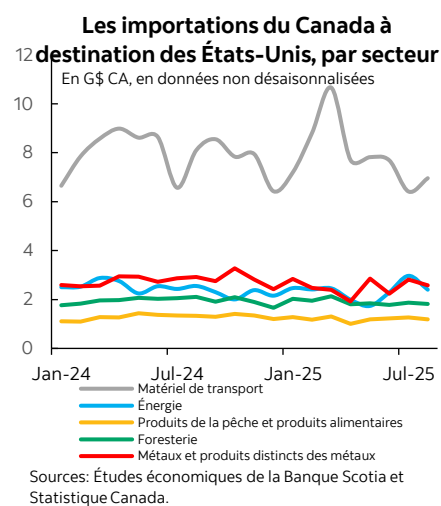
Graphique 5



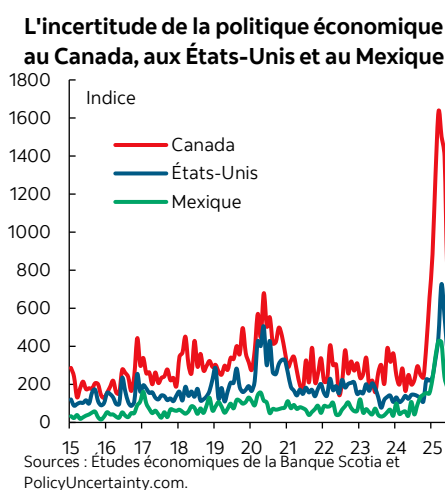
Graphique 6



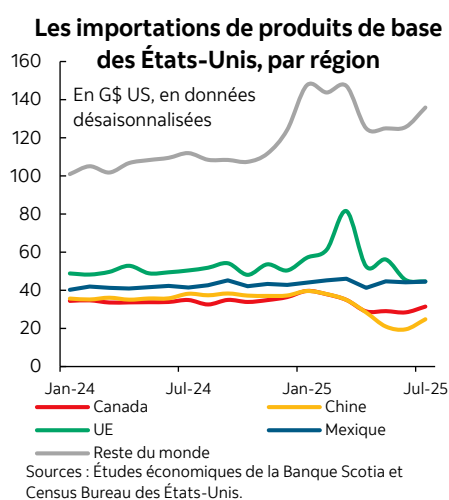
Graphique 7



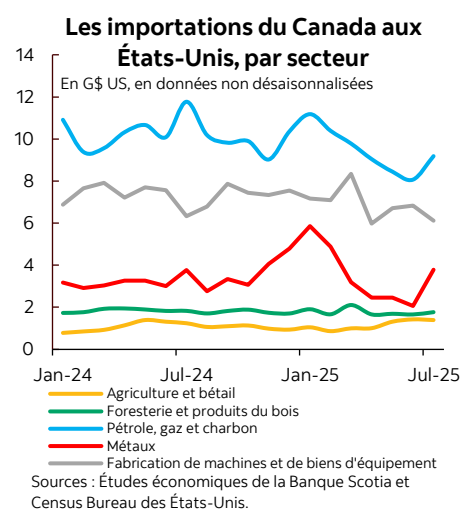
Graphique 8



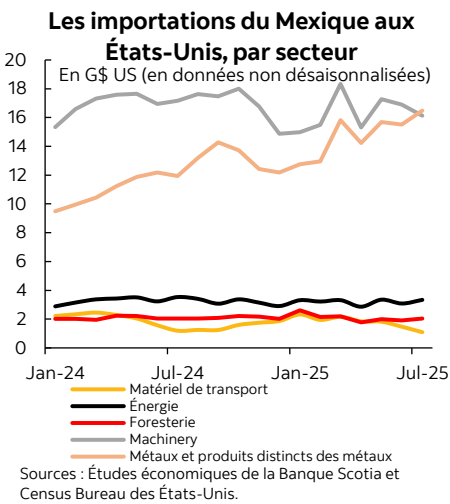
Graphique 9



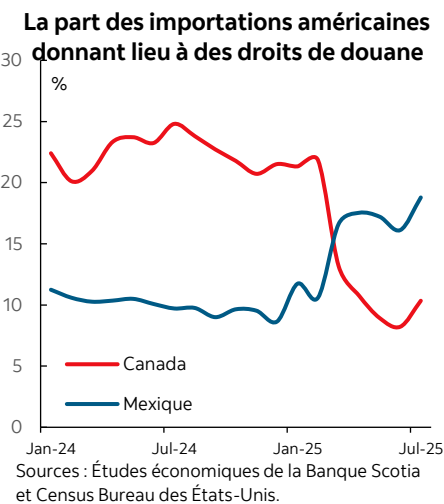
Graphique 10



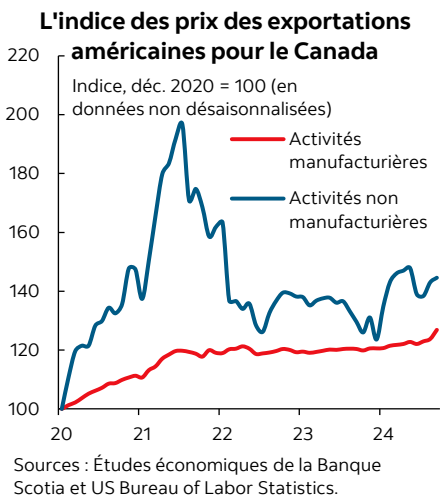
Graphique 11



Graphique 12



Graphique 13



Graphique 14

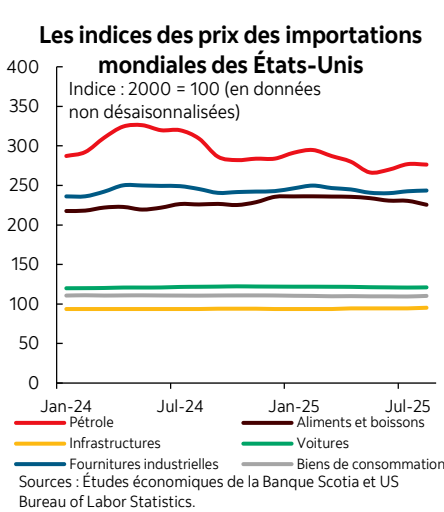


Tableau 1 : Canada, États-Unis et Mexique – Exportations et importations de biens (en données désaisonnalisées)					
Pays et courants	Août 2025 (en G)	En % sur un mois	En % sur un an	Moy. 3 m, var. % 1 an	Depuis le début de l'année (en G)
Total des exportations du Canada	61 CAD	-3.0	-5.5	-5.2	515 CAD
Total des importations du Canada	67 CAD	0.9	1.7	1.5	545 CAD
Exportations des États-Unis	176 USD	-1.1	-0.5	1.9	1431 USD
Importations des États-Unis	262 USD	-7.1	-3.6	-1.1	2354 USD
Total des exportations du Mexique	57 USD	3.7	10.8	7.4	430 USD
Total des importations du Mexique	56 USD	3.0	3.4	2.2	428 USD
*Estimations avancées utilisées pour les données sur les États-Unis Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Census Bureau des États-Unis, Statistique Canada et Banco de México.					

Tableau 2 : Canada – Exportations de marchandises par région (en données désaisonnalisées)					
Pays	Août 2025 (en G CAD)	En % sur un mois	En % sur un an	Moy. 3 m, var. % 1 an	Depuis le début de l'année (en G CAD)
États-Unis	44.2	-3.4	-8.0	-10.0	378
Chine	2.6	-4.3	-3.4	-0.4	22
Mexique	0.8	0.9	-2.0	-3.7	6
UE	3.1	-4.5	14.2	14.5	26
Royaume-Uni	3.5	16.4	10.5	36.4	29
Reste du monde	6.3	-8.3	-4.9	4.8	54
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.					

Tableau 3 : Canada – Exportations par secteur (en données non désaisonnalisées)					
Secteurs	Août 2025 (en G CAD)	En % sur un mois	En % sur un an	Moy. 3 m, var. % 1 an	Depuis le début de l'année (en G CAD)
Matériel de transport	6.6	2.9	-6.3	-4.3	58
Produits chimiques et plastiques	2.5	2.2	-17.2	-20.4	21
Biens de consommation	4.8	-4.8	-8.7	-8.6	42
Produits électroniques et électriques	1.5	-9.8	-0.6	0.8	13
Énergie	12.7	-4.0	-11.3	-17.3	109
Produits agricoles, de la pêche et alimentaires	2.2	-11.2	0.4	-0.7	18
Foresterie	2.7	-13.8	-13.7	-11.2	25
Machinerie	2.2	-13.8	-11.3	-8.8	21
Métaux et produits distincts des métaux	3.6	-28.4	-12.0	-15.8	39
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.					

Tableau 4 : États-Unis – Importations de marchandises par région (en données désaisonnalisées)				
Pays	Juillet 2025 (en G)	En % sur un an	Moy. 3 m, var. % 1 an	Depuis le début de l'année (en G)
Canada	31	-9.9	-13.3	231
Chine	25	-35.2	-40.8	206
UE	45	-11.4	-1.6	398
Mexique	45	7.7	6.3	309
Reste du monde	136	21.3	17.1	950
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Census Bureau des États-Unis.				

Tableau 5 : Les droits de douane en vigueur				
Droits imposés par	Pays impactés	Secteurs impactés	Taux des droits	Date de la dernière modification importante
États-Unis	Tous	Acier et articles en acier	50%	Le 4 juin 2025
États-Unis	Tous	Aluminium et articles en aluminium	50%	Le 4 juin 2025
États-Unis	Canada	Toutes les exportations non conformes aux règles d'origine de l'ACEUM	10% (énergie et potasse) 35% (autres biens)	Le 1er août 2025
États-Unis	Chine	Toutes les exportations non soumises à la règle de minimis (remplacées par toutes les exportations)	20%	Le 3 mars 2025
États-Unis	Mexique	Toutes les exportations non conformes aux règles d'origine de l'ACEUM	25%	Le 7 mars 2025
États-Unis	CA et MX	Contenu non américain des voitures particulières (exemption des pièces détachées)	25%	Le 3 avril 2025
États-Unis	Tous sauf CA et MX	Voitures particulières assemblées	25%	Le 3 avril 2025
États-Unis	Tous sauf CA et MX	Majorité des exportations, sauf l'acier, l'aluminium, les voitures, les semi-conducteurs et les produits électroniques grand public	10%	Le 8 avril 2025
États-Unis	Canada	Augmentation des droits compensatoires/des droits de douane sur le bois d'œuvre résineux canadien	Tarif moyen combiné de 45,16 % à l'heure actuelle	Le 14 octobre 2025
États-Unis	Tous sauf CA	Bois d'œuvre et bois de construction résineux	10%	Le 14 octobre 2025
États-Unis	Tous	Produits en bois rembourrés	25%	Le 14 octobre 2025
États-Unis	Tous	Armoires de cuisine, meubles de toilette et pièces détachées	25%	Le 14 octobre 2025
États-Unis	Tous sauf CA et MX	Pièces détachées	25%	Le 3 mai 2025
Canada	États-Unis	Acier et aluminium	25%	Le 13 mars 2025
Canada	États-Unis	Voitures particulières non conformes à l'ACEUM et contenu américain des voitures particulières conformes à l'ACEUM	25%	Le 9 avril 2025
Chine	Canada	Certaines exportations agricoles (canola, pois et porc, entre autres)	25% - 100%	Le 14 août 2025
Chine	États-Unis	Toutes les exportations	10%	Le 11 mai 2025
Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Maison-Blanche, gouvernement du Canada et ministère du Commerce de la République populaire de Chine.				

Tableau 6a : Canada – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)	
Mesures concourant au tarif effectif	
25 % sur les biens non conformes à l'ACEUM à destination des États-Unis	
10 % sur l'énergie et la potasse non conformes à l'ACEUM à destination des États-Unis	
50 % sur l'acier et les produits dérivés et sur l'aluminium et les produits dérivés à destination des États-Unis	
Hausse de 30 % des droits compensatoires et des droits de douane sur les exportations de bois d'œuvre résineux à destination des États-Unis	
Droits de douane de 25 % à 100 % sur certains produits agricoles exportés à destination de la Chine	
Droits de douane de 25 % sur les produits de bois, les armoires de cuisine et les meubles de toilette exportés à destination des États-Unis	
Tableau 6b : Canada – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)	
Tarif effectif	%
Tarif effectif actuel sur les exportations mondiales	4.6
Part des exportations actuellement impactées par les droits de douane	20.7
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et WITS.	

Tableau 7a : Mexique – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)	
Mesures concourant aux tarifs effectifs	
25 % sur les biens non conformes à l'ACEUM à destination des États-Unis	
50 % sur l'acier et les produits dérivés et sur l'aluminium et les produits dérivés à destination des États-Unis	
25 % sur le contenu non américain des voitures particulières à destination des États-Unis	
Droits de douane de 10 % à 25 % sur le bois d'œuvre résineux et les produits de bois exportés à destination des États-Unis	
Tableau 7b : Mexique – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)	
Tarif effectif	%
Tarif effectif actuel sur les exportations mondiales	5.3
Part des exportations actuellement impactées par les droits de douane	20.8
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et WITS.	

Tableau 8a : États-Unis – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)	
Mesures concourant au tarif effectif	
10 % sur l'énergie et la potasse non conformes à l'ACEUM expédiées depuis le Canada	
35 % sur les autres biens non conformes à l'ACEUM exportés depuis le Canada	
25 % sur les biens non conformes à l'ACEUM exportés depuis le Mexique	
50 % sur l'acier et les produits dérivés et sur l'aluminium et les produits dérivés expédiés depuis d'autres pays	
25 % sur les voitures particulières et les pièces détachées expédiées depuis d'autres pays (sauf le Canada et le Mexique)	
25 % sur le contenu non américain des voitures particulières expédiées depuis le Canada et le Mexique	
Hausse de 30 % des droits compensatoires et des droits de douane sur le bois d'œuvre résineux exporté depuis le Canada	
10 %-25 % sur le bois d'œuvre résineux et les produits de bois importés aux États-Unis	
10 % du référentiel sur les importations depuis d'autres pays et 20 % depuis le Vietnam	
30 % sur la majorité des importations depuis la Chine	
Tableau 8b : États-Unis – Taux effectif des droits douaniers (tarif effectif)	
Tarif effectif	%
Tarif effectif actuel sur les exportations depuis d'autres pays	13.3
Part des exportations actuellement impactées par les droits de douane	50.9
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et WITS.	

Tableau 9 : États-Unis – Droits de douane perçus				
Pays/Régions	Juillet 2025 (En G USD)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (En G USD)
Canada	1.0	36	2552	3.7
Chine	10.1	43	129	52.4
UE	4.2	9	547	15.8
Mexique	2.1	19	1879	9.7
Reste du monde	10.7	4	479	40.5
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Census Bureau des États-Unis.				

Tableau 10 : Canada – Droits de douane perçus				
Pays/Régions	Juillet 2025 (En G CAD)	En % sur un mois	En % sur un an	Depuis le début de l'année (En G CAD)
Monde entier	1.1	-9	112	6.8
Sources : Études économiques de la Banque Scotia et Statistique Canada.				

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de co-chefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.